



ÉTABLISSEMENT

Nîmes Métropole (30)
Colisée 2
1 rue du Colisée, 1er étage
30947 Nîmes Cedex 9

**AVIS D'APPEL PUBLIC À LA
CONCURRENCE**

SERVICES

Section 1 : Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Nîmes Métropole (30)

Numéro national d'identification :

Type : SIRET - N° : 24300064300045

Code postal / Ville : 30947 Nîmes Cedex 9

Groupement de commandes : Non

Section 2 : Communication

Moyens d'accès aux documents de la consultation

Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Identifiant interne de la consultation : 24S012KM

L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Direction de la commande publique - Tél : +33 434035700 - Mail : commande-publique-agglo@nimes-metropole.fr

Section 3 : Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle : Les éléments devant être communiqués par le candidat afin vérifier sa situation administrative sont les suivants :

- DUME (déclaration préremplie par la plateforme de dématérialisation en cas de candidature DUME) pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant,

OU en cas de candidature classique :

- Lettre de candidature (en cas de groupement d'entreprises, fournir un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement) : Remplir le formulaire DC1 (accessible sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) ou utiliser un format libre ; Pour les sous-traitants, l'annexe 1 de l'acte d'engagement relative à la sous-traitance suffit (modèle de déclaration de sous-traitance DC4)

- Déclaration sur l'honneur (en cas de groupement d'entreprises, fournir un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement) : Déclarations sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique (déclarations correspondantes dans le formulaire DC1 accessible sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) ; Pour les sous-traitants, l'annexe de l'acte d'engagement relative à la sous-traitance suffit (modèle de déclaration de sous-traitance DC4)

- Agrément en cours de validité pour les dirigeants, gérants ou associés de la personne morale exerçant l'activité de surveillance et gardiennage (délivré par le CNAPS) ;

- Autorisation d'exercice en cours de validité pour la personne morale ou pour l'exploitant individuel, autorisant les activités de gardiennage et de surveillance (délivrée par le CNAPS) — Selon les dispositions de l'article R.612-8 du même code, l'autorisation d'exercice doit être distincte pour l'établissement principal et pour chaque établissement secondaire, et doit également être distincte par service interne au sein de l'entreprise.

Capacité économique et financière : - DUME faisant apparaître le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles (déclaration pré-remplie par la plateforme de dématérialisation en cas de candidature DUME) ;

- Ou, en cas de candidature classique, déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (déclaration correspondante dans le formulaire DC2 accessible sur : [Formulaires de la commande publique | economie.gouv.fr](https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires) ou déclaration sur format libre).

Concernant l'indication du chiffre d'affaires : Dans le cas où l'opérateur serait une entreprise nouvellement créée et se trouverait donc dans l'impossibilité objective de produire des chiffres d'affaires pour les 3 dernières années comme demandé dans le cadre, le candidat devra apporter la preuve de sa capacité financière par tous moyens en produisant à l'appui de son dossier de candidature tous éléments de nature à justifier, au-delà de son simple capital social, de sa capacité financière à assurer les prestations.

- Preuve d'une assurance des risques professionnels dans le domaine d'activité concerné par le marché.

Capacités techniques et professionnelles : Les éléments devant être communiqués par le candidat afin d'apprécier sa capacité technique et professionnelle sont les suivants :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années (2022, 2023 et 2024) ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;
- Liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette liste comprendra notamment une liste de références pour des prestations similaires (en termes de lieux d'intervention et de typologie des prestations). Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte.

Technique d'achat : Accord-cadre

Date et heure limite de réception des plis : Lundi 21 juillet 2025 - 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentation de variantes : Non

Identification des catégories d'acheteurs intervenant (accord-cadre uniquement) : Nîmes Métropole en tant que pouvoir adjudicateur

Critères d'attribution : Les critères d'attribution sont définis dans le règlement de la consultation.

Section 4 : Identification du marché

Intitulé du marché : GESTION DE LA TELESURVEILLANCE ET DE LA TELEASSISTANCE SUR LES DECHETERIES DE NIMES METROPOLE

Classification CPV : 79710000

Type de marché : Services

Description succincte du marché : La communauté d'agglomération de Nîmes Métropole exploite 15 déchèteries sur son territoire. Il est donc nécessaire de les protéger, en dehors des horaires d'ouverture au public, afin de limiter les vols et dégradations induits par ces intrusions. Les prestations faisant l'objet du marché intègrent notamment :

- La vérification de la compatibilité des systèmes en place avec les logiciels d'exploitation du titulaire (nécessitant ou non une reprogrammation au démarrage du marché)
- La gestion de la télésurveillance sur les sites équipés (et tous les abonnements nécessaires dont les abonnements GSM)
- La maintenance et l'entretien de l'ensemble des équipements en place (centrales, sirènes, caméras, détecteurs ...)
- L'envoi d'un intervenant en cas de levée de doute positive (avec définition préalable de consignes avec la collectivité)
- La fourniture et la pose d'équipements de télésurveillance en remplacement du matériel déjà en place
- La fourniture et la pose de matériel nomade de manière ponctuelle en appui des installations déjà en place et l'interprétation des données collectées (avec transmission d'un compte-rendu à la collectivité)
- La mise à disposition de dispositifs de Protection des Travailleurs Isolés avec la gestion de la téléassistance

Procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions l'article R.2123-1-3° du Code de la Commande Publique, conformément aux dispositions de l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres. Accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande, conclu avec un opérateur économique, sans montant minimum et avec un montant maximum en valeur de 150 000 euros HT par an. Le marché est conclu pour une période initiale dont la durée commence à la date du 1er septembre 2025, ou à sa date de notification si celle-ci est postérieure, et s'achève à l'issue de 12 mois. Il pourra être reconduit 3 fois pour une période de 12 mois à chaque recondution.

Lieu principal d'exécution : Territoire de la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole

Durée du marché (en mois) : 48

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 : Informations complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires :

Visite facultative des lieux, selon les conditions du règlement de consultation.

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

Aucune variante à l'initiative de l'acheteur public n'est prévue dans le cadre de cette consultation.

En cas de groupement conjoint titulaire du marché, l'acheteur public impose pour l'exécution que le mandataire soit solidaire conformément aux dispositions de l'article R.2124-24, alinéa II du Code de la Commande Publique.

Le dossier de consultation des entreprises est gratuit, il est disponible sur le profil d'acheteur à l'adresse suivante : <http://www.marches-securises.fr>.

Conditions de remise des offres : l'acheteur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : <http://www.marches-securises.fr>. Aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis selon les dispositions indiquées dans le règlement de la consultation.

Assistance plateforme de dématérialisation : Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, un numéro est à la disposition des soumissionnaires : 04 92 90 93 27.

Date d'envoi du présent avis

20 juin 2025